

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 04/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEW METAL COLOR (ex CHROM'FLASH)

97 RUE DE LA VICAIRERIE
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : 2025 / 59- VAT20250040
Code AIOT : 0010000701

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2024 dans l'établissement NEW METAL COLOR (ex CHROM'FLASH) implanté 97 RUE DE LA VICAIRERIE 37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEW METAL COLOR (ex CHROM'FLASH)
- 97 RUE DE LA VICAIRERIE 37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS
- Code AIOT : 0010000701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHROM'FLASH (ex-METAL COLOR) est autorisée par l'arrêté préfectoral (AP) n° 13214 du 17 juillet 1990 à exploiter une unité de poudrage électrostatique.

L'établissement est autorisé par l'arrêté précité à exploiter une chaîne de traitement chimique et un tunnel de phosphatation.

Ces installations de traitement de surface, dont le volume total des bains autorisé est de 49,5 m³ sont soumises à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive IED, car le volume des bains concentrés est supérieur au seuil fixé à 30 m³ et sont, à ce titre, classées sous la rubrique 3260 « Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes ».

L'arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°18267 du 10 décembre 2007 précise les conditions de mise en conformité des installations de traitements de surfaces de la société MÉTAL COLOR avec la directive européenne 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite directive IPPC, aujourd'hui reprise par la directive IED.

Les installations de traitements de surfaces des métaux relèvent par ailleurs des dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 30/06/2006 modifié relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'unité de poudrage électrostatique, composées d'une cabine d'application de peinture poudre et d'un four de polymérisation, relève par ailleurs de l'AM du 02 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940.

Un récépissé de déclaration de changement d'exploitant, au bénéfice de la société CHROM'FLASH, a été délivré par la Préfecture d'Indre-et-Loire le 11 décembre 2012.

Par jugement du 05/09/2023, la société CHROM'FLASH a été mise en liquidation judiciaire. Par ordonnance n°2023/5578 du 19/09/2023, la vente des éléments du fond de commerce dépendant de l'actif de la société CHROM'FLASH a été ordonnée au profit de la société NEW METAL COLOR size 97 rue de la Vicairerie à Saint-Pierre des Corps (n° SIRET 95370546400014). La prise de jouissance est fixée au 22/09/2023.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Changement	Code de	Avec suites, Lettre de	Mise en demeure,	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'exploitant	l'environnement du 28/11/2023, article R181-47	suite préfectorale	respect de prescription	
2	NC4 VI du 26/10/2021 Rétention	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Astreinte	30 jours
3	NC7 VI du 26/10/2021 - RIA et extincteurs	Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 60	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Astreinte	30 jours
4	NC8 VI du 26/10/2021 - Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 59	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Astreinte	30 jours
6	Déclaration GEREP - Déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/11/2023, article R181-47
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 28/11/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 21/05/2024

Prescription contrôlée :

I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.

II. - Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.

[...]

Constats :

Constats précédents

Par jugement du 05/09/2023, la société CHROM'FLASH a été mise en liquidation judiciaire.

Par ordonnance n°2023/5578 du 19/09/2023, la vente des éléments du fonds de commerce dépendant de l'actif de la société CHROM'FLASH a été ordonnée au profit de la société NEW METAL COLOR 97 rue de la Vicairerie à Saint-Pierre des Corps (RCS de Tours 953 705 464).

La prise de jouissance est fixée au 22/09/2023.

La déclaration au Préfet d'Indre-et-Loire du changement d'exploitant n'a pas été réalisée dans les trois mois qui suivent ce transfert. L'exploitant a précisé qu'il réaliserait cette déclaration.

Constats au 03/10/2024

L'exploitant a présenté l'Extrait Kbis relatif à la reprise des activités de l'établissement, situé au 97 rue de la Vicairerie à Saint-Pierre des Corps, à compter du 22/09/2023 par la société NEW METAL COLOR dont l'adresse du siège se situe à la même adresse que celle de l'établissement. Les nouveaux numéros d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés sont :

- SIREN : 953705464

- SIRET : 95370546400014

Le nom commercial et l'enseigne est METAL COLOR.

Néanmoins, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter les éléments justifiant que le changement d'exploitant a été signalé au préfet d'Indre-et-Loire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : NC4 VI du 26/10/2021 Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 21/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Ce point fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/09/2020 (Point 1.3 de l'article 1, délai 3 mois) et de l'arrêté préfectoral de consignation de fonds du 18/09/2023.</u></p> <p><u>Constats au 28/11/2023 :</u></p> <p>La présence de liquide a été constatée dans la rétention entre les cuves « Stockage » et « Rinçage n°2 pour Alupret 200 ».</p> <p>Le nouvel exploitant s'est engagé à faire évacuer par la société PROTEC les liquides présents dans la rétention en même temps que le pompage des bains usés. L'exploitant a transmis ses échanges de mails avec la société PROTEC, dont le dernier en date du 29/11/2023, afin d'organiser cette opération.</p> <p>Au vu de l'engagement du nouvel exploitant, l'inspection des installations classées ne propose pas d'autres suites administratives.</p> <p><u>Constats au 03/10/2024 :</u></p> <p>La présence de liquide a de nouveau été constatée dans la rétention, notamment entre les cuves « Stockage » et « Rinçage n°2 pour Alupret 200 ».</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il va contacter les sociétés ORTEC, PROTEC et SANITRA afin d'obtenir des devis pour ensuite commander l'intervention de pompage des liquides présents dans la rétention et leur gestion en tant que déchets. L'exploitant a précisé que le délai d'intervention dépendra également des possibilités de la société retenue.</p> <p><u>Dans l'attente d'éléments permettant de répondre au constat, la non-conformité est maintenue :</u></p>

non respect du point 1.3 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/09/2020.

La rétention globale associée au tunnel de phosphatation et à la chaîne de traitement sur aluminium n'est pas vide de tout liquide.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : NC7 VI du 26/10/2021 - RIA et extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 60

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention et lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 21/05/2024

Prescription contrôlée :

L'établissement sera pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie et, le cas échéant, de détection, adaptés et conformes aux normes en vigueur, en particulier :

- des robinets d'incendie armés en nombre suffisant par rapport à la taille des installations et aux risques ;
- d'extincteurs, en nombre suffisant, avec au minimum un extincteur mobile à poudre de 50 kg.

Constats :

Ce point fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/03/2023 (Points 1.1, 1.2 et 1.3 de l'article 1, délai 4 mois).

Constats au 26/10/2022 :

L'exploitant ne dispose pas d'un extincteur mobile à poudre de 50 kg et n'est pas en mesure de justifier que l'installation d'extincteurs est adaptée aux risques (en nombre et en qualité).

La présence de 2 robinets incendie armés (RIA) a été constatée (atelier peinture poudre et atelier de traitement de surfaces sur aluminium), mais ils ne sont pas fonctionnels au vu des essais réalisés :

- RIA atelier peinture poudre : le tuyau n'a pas pu être raccordé à la lance ;
- RIA atelier de traitement de surfaces sur aluminium : le tuyau a rompu lors du test (tuyau

dégradé du fait de son ancienneté).

Constats au 28/11/2023 :

Pas d'évolution depuis la dernière visite :

L'exploitant ne dispose pas d'un extincteur mobile à poudre de 50 kg et n'est pas en mesure de justifier que l'installation d'extincteurs est adaptée aux risques (en nombre et en qualité).

Les 2 RIA ne sont pas fonctionnels et l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que l'installation de RIA est suffisamment dimensionnée.

Le nouvel exploitant a transmis par mail du 04/12/2023, le devis de remplacement de l'extincteur mobile à poudre 50 kg ainsi que la date pour l'audit du bâtiment par la société JP SECURITE prévue le 06/12/2023.

Au vu de l'engagement du nouvel exploitant, l'inspection des installations classées n'a pas proposé d'autres suites administratives.

Constats au 03/10/2024 :

a) La présence de l'extincteur mobile à poudre de 50 kg a été constatée. L'étiquette de contrôle apposée sur celui-ci montre que le contrôle a été réalisé par la société JP SECURITE en septembre 2024.

Ce point n'appelle pas d'autre commentaire.

b) L'exploitant a présenté les échanges de mail avec la société JP SECURITE montrant qu'il a engagé une démarche visant à obtenir un certificat de conformité à la règle APSAD R4 afin de justifier que l'installation d'extincteurs est adaptée aux risques (en nombre et en qualité). Cette démarche doit être poursuivie. **Point non conforme.**

c) Il apparaît que les deux RIA n'ont pas été remis en état. De plus l'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'ils sont en nombre suffisant par rapport à la taille des installations et aux risques.

Point non-conforme.

Dans l'attente d'éléments permettant de répondre aux constats, les points non-conformes sont maintenus : non respect des points 1.2 et 1.3 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/03/2023.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que l'installation d'extincteurs est adaptée aux risques (en nombre et en qualité).

Les 2 RIA ne sont pas fonctionnels et l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que l'installation de RIA est suffisamment dimensionnée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : NC8 VI du 26/10/2021 - Installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 59

Thème(s) : Risques accidentels, Installation électrique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 21/05/2024

Prescription contrôlée :

Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Constats :

Ce point fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/09/2020 (Point 2 de l'article 1, délai 6 mois) et de l'arrêté préfectoral de consignation de fonds du 18/09/2023.

Constats au 28/11/2023 :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les éléments justifiant du contrôle périodique et du bon état de l'installation électrique. L'exploitant a toutefois indiqué que des opérations d'entretien de l'installation électrique ont été réalisées.

Le nouvel exploitant a transmis un devis en date du 30/11/2023 de la société APAVE pour la réalisation de la vérification de l'installation électrique et a indiqué qu'il était dans l'attente d'un autre devis afin de réaliser la commande de cette prestation.

Au vu de l'engagement du nouvel exploitant, l'inspection des installations classées n'a pas proposé d'autres suites administratives.

Constats au 03/10/2024 :

L'exploitant n'a pas présenté d'éléments permettant de justifier du contrôle périodique et du bon état de l'installation électrique.

Toutefois, l'exploitant a présenté :

- le contrat édité le 12/08/2024 par l'APAVE, validé le 19/08/2024 par l'exploitant, concernant la vérification des installations électriques ;
- un mail de l'APAVE montrant que l'intervention est planifiée le 22/10/2024.

Dans l'attente d'éléments permettant de répondre au constat, la non-conformité est maintenue : non respect du point 2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/09/2020.

L'exploitant n'a pas fait réaliser le contrôle périodique de l'installation électrique et n'est pas en mesure de justifier du bon état de cette dernière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 4
Thème(s) : Autre, Modification des installations
Prescription contrôlée : Les installations seront situées et installées conformément aux plans et dossier joints à la demande d'autorisation. Tout projet de modification ou d'extension devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une demande au Préfet d'Indre-et-Loire.
Constats : L'exploitant a indiqué que l'arrêt définitif de la chaîne de traitement de surface sur aluminium est envisagé. Au jour de l'inspection, cette chaîne ne semble pas en service. Toutefois certaines des cuves de la chaîne de traitement contiennent encore des liquides qui devront être traités en tant que déchet en cas d'arrêt de cette installation. Dans le cas d'un arrêt effectif de cette chaîne de traitement de surfaces, l'exploitant devra transmettre les éléments en lien avec cette modification 3 mois avant sa réalisation avec tous les éléments d'appréciation (notamment les incidences de la modification sur le classement des activités au regard de la nomenclature ICPE, les rejets atmosphériques, les rejets aqueux, les risques accidentels, le bruit et la gestion des déchets, la protection des sols, les mesures prises par l'exploitant pour placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, la mise en sécurité du site). Pas d'écarts constatés au jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration GERE - Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle des émissions
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an.

<p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée »; - la quantité par nature du déchet ; - le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; - le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
<p>Constats :</p> <p>Les déclarations suivantes ont été réalisées via le site GERE :</p> <p>2021 : déclaration réalisée le 14/03/2023, délai respecté ; 31,654 tonnes de déchets dangereux évacués concernant les codes déchets 16.03.05* avec 0,8 t, 11.01.05* avec 25,622 t et 11.01.13* avec 5,23 t.</p> <p>2022 : déclaration réalisée le 14/03/2023 : pas d'évacuation de déchets, dangereux ou non dangereux, déclarée pour cette année.</p> <p>2023 : déclaration réalisée le 17/07/2024 : pas d'évacuation de déchets, dangereux ou non dangereux, déclarée pour cette année.</p> <p>Au vu de l'arrêté ministériel du 31/01/2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets, la déclaration des quantités de déchets dangereux ou non dangereux n'est pas obligatoire lorsque les seuils ne sont pas atteints (2 t pour les déchets dangereux et 2 000 t pour les déchets non dangereux produits par les sites relevant du règlement PRTR, New Metal Color est concerné par la rubrique 2.f)</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il n'y a pas eu d'évacuation de déchets dangereux en 2022 et 2023. Néanmoins, le registre où sont consignés tous les déchets sortants n'a pas pu être présenté en séance afin de vérifier la cohérence des déclarations.</p> <p>L'exploitant doit transmettre le registre où sont consignés tous les déchets sortant (dangereux et non dangereux) afin de justifier des données déclarées dans GERE.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>